



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver

British Columbia

V6Z 0B9

Bid Fax: (604) 775-9381

LETTER OF INTEREST

LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver

British C

V6Z 0B9

Title - Sujet RFI -Alaska Highway 2020-21	
Solicitation No. - N° de l'invitation EZ011-202982/A	Date 2020-02-21
Client Reference No. - N° de référence du client	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWY-036-8749
File No. - N° de dossier PWY-9-42236 (036)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-03-16	
Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Martin (PWY), Delia	Buyer Id - Id de l'acheteur pwy036
Telephone No. - N° de téléphone (778) 707-2139 ()	FAX No. - N° de FAX (604) 775-6633
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PWGSC - Alaska Highway, BC	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N°de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DDR)

Programme de travaux – route de l’Alaska 2020-2021 – Plans d’avantages offerts aux Autochtones

CONTEXTE

Le Secteur de la gestion des biens d’infrastructure (SGBI) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) est le bureau national responsable de la coordination et de la mise en œuvre de la stratégie, de l’intendance et du dessaisissement d’un portefeuille d’ouvrages techniques appartenant au SGBI de SPAC qui se trouvent partout au pays.

Le mandat du SGBI est d’élaborer des stratégies à long terme de gestion de ses ouvrages en tenant compte de différentes études connexes. Le SGBI se fonde sur son analyse d’études, d’inspections et de rapports d’ingénierie sur des ouvrages pour formuler des options stratégiques liées à leur gestion à long terme ou à leur dessaisissement.

La route de l’Alaska est l’un des ouvrages du portefeuille du SGBI.

La route de l’Alaska s’étend sur 2 450 kilomètres dans le nord de la Colombie-Britannique, le Yukon et l’État de l’Alaska; 80 % (1 960 kilomètres) de cette route se trouvent au Canada. Le « kilomètre zéro » est situé à Dawson Creek, en Colombie-Britannique, et la route se termine à Delta Junction, en Alaska. SPAC est responsable de l’entretien d’un tronçon de 835 kilomètres, allant du kilomètre 133, au nord de Fort St. John (Colombie-Britannique), au kilomètre 968, à la frontière de la Colombie-Britannique et du Yukon.

L’armée américaine a construit cette route il y a 75 ans, pendant la Seconde Guerre mondiale; la route a été cédée au Canada après la guerre. Le tronçon de la route de l’Alaska dont le SGBI de SPAC est responsable est la principale voie d’accès au nord de la Colombie-Britannique, au Yukon et à l’Alaska. Pour les résidents du nord de la Colombie-Britannique, la route constitue pratiquement la « rue principale » puisqu’elle est la seule liaison entre Fort St. John, Fort Nelson et les plus petites agglomérations. L’entretien de ce tronçon de la route de l’Alaska a été confié à des entrepreneurs indépendants depuis le début des années 1980.

Le SGBI de SPAC est tenu d’agir à titre de propriétaire responsable et de veiller à ce que les ouvrages puissent être utilisés en toute sécurité. Cela comprend la protection de l’intégrité, de la valeur et de l’utilité de ses ouvrages, ainsi que la fourniture et la gestion d’installations et d’ouvrages sécuritaires, sains et productifs, conformes aux normes gouvernementales et comparables aux normes techniques. Les objectifs de ce programme de travaux continus sont conformes à ces principes et feront en sorte que la route soit maintenue en bon état de fonctionnement, puisqu’elle représente le principal corridor de transport dans le nord-est de la Colombie-Britannique et le principal lien avec le Yukon et l’Alaska.

DESCRIPTION DE L’ÉVENTUEL PROGRAMME DE TRAVAUX

Le programme de travaux éventuel peut aborder trois (3) catégories de dépenses en ce qui concerne le tronçon de la route géré par le SGBI de SPAC. Les dépenses annuelles pour 2020-2021 devraient se situer entre 25 et 35 millions de dollars. Certains de ces travaux nécessitent un savoir-faire et de l’équipement spécialisés.

1. Dépenses en immobilisations

L’identification et les priorités du projet sont fondées sur les rapports d’inspection annuels, les évaluations techniques et la surveillance de la sécurité. Les priorités en 2020-2021 pour le programme de travaux d’immobilisations comportent des travaux de stabilisation des pentes et de la plate-forme, la réparation de ponts ainsi que la restauration et le remplacement de ponceaux. Les travaux typiques, les compétences, l’équipement et la sous-traitance requis pour ce type de travaux comprennent des camions à benne, des signaleurs et des personnes responsables de contrôler la

circulation, des buteurs, des niveleuses, des travaux de paillage et d'ensemencement, d'autres équipements lourds et de la main-d'œuvre générale.

2. Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux

Les sites contaminés fédéraux se trouvent sur des terres dont le gouvernement fédéral est propriétaire ou locataire, et sur des terres où le gouvernement fédéral a accepté l'entière responsabilité de la contamination. La contamination est plus souvent le résultat d'activités antérieures ayant des conséquences sur l'environnement qui n'étaient pas bien comprises à ce moment-là. Le gouvernement du Canada a pris des mesures dans le cadre du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCf) et demeure déterminé à gérer adéquatement les sites contaminés dont il est responsable.

En 2020-2021, le SGBI de SPAC envisage jusqu'à deux sites dans le cadre des travaux d'assainissement réalisés en vertu du PASCf sur la route de l'Alaska; ils pourraient convenir aux plans d'avantages offerts aux Autochtones. Ces travaux d'assainissement peuvent comprendre l'excavation, le transport vers une installation d'élimination hors site ou l'exploitation d'une installation de biorestauration sur place. Les travaux, les compétences, l'équipement et la sous-traitance requis pour ce type de travaux comprennent la main-d'œuvre générale et la location de matériel, comme des camions à benne, des rétrocaveuses et des tracteurs agricoles.

3. Programme de travaux visant l'ancien tracé

Ce programme vise à enlever les structures et les chaussées abandonnées et à les mettre hors service de manière à réduire les risques et les dangers. Le SGBI de SPAC propose deux importants contrats d'assainissement pour 2020-2021 au nord de Fort Nelson (enlèvement de ponceaux, mise hors service de la plate-forme et techniques de bio-ingénierie), ainsi que la possibilité de travaux supplémentaires au sud de Fort Nelson, sous réserve de la disponibilité de fonds.

Les travaux typiques, les compétences, l'équipement et la sous-traitance requis pour ce type de travaux sont des contrôleurs environnementaux, des conseillers culturels au besoin, des camions à benne, des signaleurs et des personnes responsables de contrôler la circulation, des buteurs, des niveleuses et de la main-d'œuvre générale, ainsi que des travaux de remise en état de sites tels qu'ensemencer et recouvrir le sol de paillis.

STRATÉGIE D'APPROVISIONNEMENT ENVISAGÉE

Le gouvernement du Canada s'est engagé à mener à bien la réconciliation avec les peuples autochtones et à assurer un processus d'échange tangible avec eux. En 2019-2020, dans le cadre de l'engagement du Canada à se réconcilier avec les Premières Nations, à moderniser les pratiques d'approvisionnement et à accroître la diversité des soumissionnaires qui incluent les peuples autochtones, le SGBI de SPAC a inclus des exigences relatives aux plans d'avantages offerts aux Autochtones dans certains de ses contrats, dont six étaient associés à l'exploitation de la route de l'Alaska. Les six d'approvisionnement sont:

EZ899-200462/A	Remplacement de la chaussée et travaux divers	https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-PWY-038-8634
EZ897-200262/A	Camp d'entretien de Wonowon et site K19	https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-PWY-019-8613
EZ897-200197/A	Assainissement du camp d'entretien de Toad River	https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-PWY-028-8614
EZ899-201096/A	Désactivation des anciens tracés	https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-PWY-037-8671
EZ897-200716/A	Installations de traitement des sols	https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-PWY-039-8627
EZ897-201126/A	Assainissement de sols contaminé	https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/PW-PWY-039-8673

En 2020-2021, le SGBI de SPAC envisage de continuer dans cette voie et invite les milieux d'affaires autochtones et non autochtones à lui faire part de leurs commentaires sur l'efficacité de ses activités en 2019-2020, y compris les stratégies d'approvisionnement et les activités de mobilisation de l'industrie avec les entreprises autochtones locales. Cette rétroaction peut aussi permettre d'envisager des avantages potentiels, comme la formation professionnelle, l'emploi direct et le développement économique dans la région.

Les stratégies d'approvisionnement ne sont pas encore arrêtées. Les stratégies envisagées pourraient donner lieu à une demande de propositions ou à un appel d'offres public concurrentiel et ouvert à toutes les entreprises, autochtones et non autochtones, ainsi qu'aux coentreprises.

Une partie des stratégies d'évaluation de ces approvisionnements potentiels comprendra un critère obligatoire ou un critère coté numériquement axé sur un plan d'avantages offerts aux Autochtones pour les huit collectivités des Premières Nations situées à proximité de la route de l'Alaska. En revanche, elle pourrait inclure une combinaison des deux types de critères.

Il y a huit collectivités des Premières Nations situées à proximité de la route de l'Alaska. Les groupes des Premières Nations sont les suivants :

Association tribale du Traité 8

- Première Nation de Fort Nelson
- Première Nation de Prophet River
- Première Nation de Blueberry River
- Première Nation de Halfway River
- Première Nation de Doig River

Kaska Dena Council [Conseil des Dénés kaska]

- Première Nation de Liard River
- Première Nation de Dease River
- Dénés Daylu de Lower Post

OBJECTIF DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

La présente DDR vise à :

Recueillir des renseignements sur l'efficacité des plans d'avantages offerts aux Autochtones mis en œuvre en 2019-2020 du point de vue des entreprises autochtones et non autochtones

Sensibiliser la communauté d'affaires autochtone locale et l'industrie sur ces projets prévus en 2020-2021

Poursuivre le processus d'échange avec l'industrie et la collectivité

Recueillir des renseignements et comprendre les capacités commerciales et industrielles des entreprises autochtones dans les Premières Nations locales.

QUESTIONS SUR LA PARTICIPATION DE L'INDUSTRIE

Aux fins de ce projet, le Canada aimerait déterminer la capacité actuelle et future pour la fourniture de matériaux, d'équipement, de main-d'œuvre et de compétences dans le domaine de la construction dans les territoires ancestraux des Premières Nations locales.

Veuillez tenir compte des questions suivantes dans votre réponse à la présente demande de renseignements.

- 1) Pour les entrepreneurs principaux qui ont soumissionné ou envisagé de le faire pour ces possibilités, les plans d'avantages offerts aux Autochtones, tels que structurés dans les projets de 2019-2020, ont-ils influé sur la décision de votre entreprise de participer ou non aux appels d'offres pour les projets connexes? Dans l'affirmative, pouvez-vous expliquer pourquoi.
 - 2) Pour les entrepreneurs principaux qui ont soumissionné ou envisagé de le faire pour ces possibilités, y a-t-il des considérations dont vous aimeriez nous faire part à propos de la structure des plans d'avantages offerts aux Autochtones utilisé dans 2019/20 et leur incidence sur vos soumissions?
 - 3) Pour les membres des collectivités autochtones et de l'industrie, l'une des mesures d'approvisionnement locales mises en œuvre pour cet approvisionnement en 2019-2020 était de s'assurer d'imposer un pourcentage minimum de contrats de sous-traitance confiés à des fournisseurs répondant aux critères de diversité, en l'occurrence les Premières Nations locales. Le pourcentage de travaux donnés en sous-traitance à des fournisseurs répondant aux critères de diversité, de 5 à 15 %, était-il difficile à atteindre?
- L'expression « fournisseur répondant aux critères de diversité » s'entend actuellement d'une entreprise dont les propriétaires ou les exploitants sont des Canadiens issus de groupes sous-représentés, tels que les Autochtones.
- 4) Pour les entrepreneurs principaux qui ont soumissionné ou envisagé de le faire pour ces possibilités, prévoyez-vous que l'inclusion de l'exigence relative à un plan d'avantages offerts aux Autochtones aura une incidence sur votre participation à des marchés publics pour des projets de route? Que l'incidence soit positive ou négative, pouvez-vous en expliquer les raisons?
 - 5) Pour les membres des collectivités autochtones et de l'industrie, pouvez-vous penser à des stratégies incitatives qui seraient, selon vous, plus efficaces pour encourager les Premières Nations à participer, ce qui se traduirait par un développement accru des compétences, des capacités industrielles et des avantages économiques pour les Premières Nations locales?
 - 6) Veuillez indiquer d'autres questions, préoccupations ou recommandations qui n'ont pas été abordées ci-dessus.

REMARQUE À L'INTENTION DES RÉPONDANTS

Les répondants peuvent présenter leur réponse à la personne-ressource de SPAC indiquée ci-dessous, de préférence par courriel.

Delia Martin
Spécialiste en approvisionnements, Attribution des marchés immobiliers
Services publics et Approvisionnement Canada
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 0B9

Courriel : delia.martin@pwgsc-tpsgc.gc.ca
Téléphone : 778 707 2139
Télécopieur : 604 775 9381

Les répondants doivent fournir les coordonnées d'une personne-ressource dans leur réponse.

Les répondants sont invités à s'inscrire sur la liste des fournisseurs intéressés par la présente DDR. La liste est considérée comme une occasion d'auto-identification offerte sans frais aux entreprises afin d'accroître leurs possibilités de réseautage ou de partenariat.

Les fournisseurs intéressés peuvent s'identifier en cliquant sur le lien « Liste des fournisseurs intéressés – Conditions d'utilisation » en haut à droite de l'avis de DDR.
<https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/a-propos-d-appels-d-offres#lfi-conditions-d-utilisation>

Renseignez-vous sur la Liste des fournisseurs intéressés :
<https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres/par-ou-commencer/jointez-vous-a-la-liste-des-fournisseurs-interesses>

SÉANCE D'ÉCHANGE AVEC LA COLLECTIVITÉ ET L'INDUSTRIE

Pour faciliter la collecte de ces renseignements, une activité d'échange avec la collectivité et l'industrie est prévue. Cette activité offrira aux entrepreneurs et aux Premières Nations locales l'occasion de faire directement leurs commentaires au SGBI de SPAC.

Date : le mercredi 26 février 2020
Heure : de 14 à 16 h, heure normale des Rocheuses (HNR)
Endroit : 4804 51e av. Ouest, Fort Nelson (Colombie-Britannique)

Les répondants peuvent participer en personne ou par téléconférence. Les fournisseurs intéressés doivent inscrire au maximum deux représentants en informant la personne-ressource de SPAC indiquée ci-dessus (Delia Martin) au plus tard à 16 h (HNR) le 25 février 2020. Nous communiquerons des renseignements supplémentaires aux répondants.

Les participants sont responsables de leurs déplacements, hébergement, repas et stationnement. Le SGBI de SPAC ne remboursera pas les dépenses liées à la participation aux activités associées à la séance de consultation de l'industrie.

REMARQUE IMPORTANTE À L'INTENTION DES RÉPONDANTS

La présente DDR ne constitue pas un appel d'offres ni une demande de propositions (DP). Elle ne donnera pas lieu à la conclusion d'un accord ou d'un contrat. La publication de la présente DDR ne constitue nullement un engagement de la part du gouvernement du Canada et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être facturé au Canada. La DDR ne doit pas être considérée comme un engagement à lancer une demande de soumissions subséquente ou à attribuer un marché pour les travaux décrits dans les présentes.

La présente DDR n'est ni un appel d'offres, ni un appel de propositions, ni un processus de préqualification, et elle ne doit pas être interprétée comme telle. La présentation d'une réponse à la DDR ou la participation à une réunion ne vise pas à créer et ne crée pas d'obligations contractuelles ou juridiquement exigibles, notamment d'obligations d'acceptation ou de rejet de l'information, d'obligations d'entreprendre des négociations ou de refuser d'entreprendre ou de continuer des négociations, ou encore d'obligations d'attribuer ou de refuser d'attribuer un contrat. La participation à la présente DDR et la présentation d'une réponse à la DDR ne constituent pas un préalable à la participation à un processus commercial subséquent.

Les répondants sont priés de faire part de leurs commentaires, de leurs préoccupations et, le cas échéant, de formuler d'autres recommandations sur la façon dont les exigences ou les objectifs décrits dans la présente DDR pourraient être satisfaits. Les répondants devraient expliquer leurs hypothèses dans leurs réponses.

La réponse à la présente DDR n'est pas assujettie à une structure ou à un format officiel. Le répondant ne devrait pas hésiter à fournir les renseignements qu'il estime utiles et pertinents pour l'analyse du projet par le SGBI de SPAC et l'élaboration de documents d'invitation à soumissionner en vue de l'achat d'une solution répondant à leurs besoins.

Le gouvernement du Canada peut, à son entière discrétion, communiquer avec les répondants afin de leur poser des questions supplémentaires ou de leur demander des précisions sur tout aspect d'une réponse.

La présente DDR ne donnera pas lieu à la création d'une liste de fournisseurs. Par conséquent, le fait d'y répondre ou non n'empêche aucunement un fournisseur de participer à tout processus d'approvisionnement ultérieur.

Les réponses seront traitées en toute confidentialité, sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* (L.R. 1985, ch. A-1) et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R., 1985, ch. P-21).

Le SGBI de SPAC n'attribuera directement d'aucune manière les renseignements que les répondants auront désignés comme « confidentiels » ou de « propriété exclusive » dans leur réponse.

Les réponses ne feront pas l'objet d'une évaluation formelle. Toutefois, le SGBI de SPAC examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR et pourra, à sa discrétion, examiner les réponses reçues après cette date.

Une équipe d'examen, composée de représentants du SGBI de SPAC, examinera les réponses. Le SGBI se réserve le droit d'embaucher des experts-conseils indépendants ou d'utiliser toutes les autres ressources qu'il juge nécessaires pour examiner en tout ou en partie les réponses. Les réponses ne seront pas nécessairement toutes examinées par l'ensemble des membres de l'équipe d'examen.

Outre les autres droits exprimés ou implicites, le SGBI de SPAC se réserve les droits suivants :

1. annuler le processus de DDR en tout temps;
2. annuler le processus de DDR en tout temps et lancer une nouvelle DDR concernant les mêmes renseignements ou des renseignements similaires;
3. modifier, à son entière discrétion, l'échéancier et/ou la structure du processus de DDR, y compris la date de clôture;
4. demander d'autres précisions ou renseignements utiles aux répondants et/ou donner aux répondants d'autres précisions ou renseignements pertinents au sujet de la DDR;
5. communiquer avec tout client ou toute référence figurant dans la soumission d'un répondant;
6. ne pas tenir compte d'une réponse dans son intégralité si elle contient des renseignements que le SGBI de SPAC juge faux, inexacts, douteux ou trompeurs.

Les commentaires et les réponses concernant la présente DDR sont demandés au plus tard le 16 mars 2020 afin de permettre leur examen. Ils doivent être soumis par voie électronique à l'autorité contractante susmentionnée.

La présente DDR peut faire l'objet de modifications. Le cas échéant, ces modifications seront publiées par le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (achatsetventes.gc.ca). Le SGBI de SPAC pourrait donner des réponses écrites aux questions reçues avant la date de clôture ou le jour de la clôture au moyen d'un addenda à la DDR ou d'une page de questions et réponses sur achatsetventes.gc.ca. Le Canada demande aux répondants de consulter achatsetventes.gc.ca régulièrement pour vérifier les modifications apportées, le cas échéant.